

**ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE**  
7, Avenue Edouard Belin BP 54005  
31055 Toulouse cedex 4.

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(Commun à tous les lots)**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile**

**ENAC  
Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
7 avenue Edouard Belin  
CS 54005  
31055 Toulouse Cedex 4**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500FCS015**

**Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

---

**Maintenance préventive et corrective d'appareils de mesure**

---

**Seuls sont autorisés les dépôts électroniques**

Appel d'offres ouvert en application des articles L2123-1 1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat .....	3
Article 2 - Décomposition du contrat .....	4
2-1-Allotissement .....	4
2-2-Forme du contrat .....	4
Article 3 - Généralités .....	5
3-1-Pièces contractuelles .....	5
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	5
3-2-1-Protection de la main d'œuvre .....	5
3-2-2-Clause sociale .....	6
3-3-Protection de l'environnement .....	6
3-4-Réparation des dommages .....	6
3-5 Indemnités .....	6
3-6-Assurances .....	6
3-7-Autres obligations .....	6
3-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance .....	6
3-7-2-Confidentialité et sécurité .....	7
3-7-3-Obligations diverses .....	7
Article 4 - Durée du contrat - Délais d'exécution des prestations .....	8
4-1-Durée du contrat - Délais d'exécution .....	8
4-2-Exécution complémentaire .....	8
4-2-1-Modification du contrat .....	8
4-2-2-Réalisation de prestations similaires .....	9
4-3-Pénalités de retard dans la réalisation des travaux .....	9
4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations .....	9
Article 5 - Prix, commandes et règlement .....	9
5-1-Contenu des prix .....	9
5-2-Variation des prix .....	10
5-3-Modalités de règlement .....	10
5-3-1-Régime des paiements .....	10
5-3-2-TVA .....	11
5-3-3-Présentation des demandes de paiement .....	11
5-3-4-Répartition des paiements .....	11
5-3-5-Délais de paiement .....	11
5-3-6-Intérêts moratoires .....	12
5-4-Périodicité des paiements .....	12
5-5-Avance .....	12
5-6-Sûretés .....	12
5-7-Pénalités diverses - retard d'intervention sur site .....	12
Article 6 - Conditions détaillées d'exécution des prestations .....	13
6-1-Lieu d'exécution .....	13
6-2-Clauses techniques .....	13
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie .....	13
7-1-Opérations de vérifications- décisions après vérifications .....	13
7-2-Admission .....	13
7-3-Garantie .....	13
Article 8 - Dispositions diverses .....	13
8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations .....	13
8-2-Autres dispositions .....	13
8.2.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	14
8.2.2 - Obligations du titulaire .....	14
8.2.3 - Obligations de l'acheteur .....	16
Article 9 - Résiliation .....	17
Article 10 - Litiges et différends .....	17
Article 11 - Dérogations aux documents généraux .....	17

## Article 1 - Objet du contrat

### Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- Des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents,
- Des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- Des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, etc.
- 9 implantations en France.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

En un peu plus de 70 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir tant en France que dans le monde la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : l'aéronautique et l'espace.

Les sites de l'ENAC concernés par les prestations sont :

- Région « Occitanie » : Montpellier (trigramme MPL), Castelnaudary (trigramme CAS) et Muret (trigramme MUR)
- Région « Nouvelle Aquitaine » : Biscarrosse (trigramme BIS),
- Région « Bourgogne Franche Comté » : Saint Yan (trigramme YAN)

Afin de réaliser les opérations de maintenance de la flotte d'avions sur chaque site, des instruments de mesures opérationnels, exacts et fidèles sont indispensables. Leur indisponibilité est pénalisante ; tout est donc fait pour favoriser les prestataires qui effectuent un maximum de vérifications d'équipements SUR SITE.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

**« Réalisation de prestations de maintenance de vérification / étalonnage et de maintenance corrective d'une partie du parc d'appareils de mesure et d'outils de maintenance de l'ENAC, sur site ou en retour atelier ».**

## Article 2 - Décomposition du contrat

### 2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 2 lots :

N° du lot	Intitulé de la prestation	Sites ENAC concernés				
		BIS	CAS	MPL	MUR	YAN
Lot 1	Maintenance préventive et corrective d'appareils de mesure <b>Electriques</b> (Hors bancs radio IFR4000 / 6000). Abréviation « <b>E</b> »		X			X
	Maintenance préventive et corrective d'appareils de mesures de <b>Pression, Température et Force</b> . Abréviation « <b>PTF</b> ».	X	X	X	X	X
	Maintenance préventive et corrective d'appareils de <b>mesures Dimensionnelles</b> . Abréviation « <b>D</b> »		X			
Lot 2	Maintenance préventive et corrective des <b>bancs radio IFR4000 et IFR6000</b> . Abréviation « <b>IFR</b> »		X			

### 2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec les montants maximum du tableau ci-après, en application des articles R2162-2 et 4 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

N° du lot	Intitulé de la prestation	Montants maximum en € HT
Lot 1	Maintenance préventive et corrective d'appareils de mesure <b>Electriques</b> (Hors bancs radio IFR4000 / 6000). Abréviation « <b>E</b> »	45 000 € HT
	Maintenance préventive et corrective d'appareils de mesures de <b>Pression, Température et Force</b> . Abréviation « <b>PTF</b> ».	
	Maintenance préventive et corrective d'appareils de <b>mesures Dimensionnelles</b> . Abréviation « <b>D</b> »	
Lot 2	Maintenance préventive et corrective des <b>bancs radio IFR4000 et IFR6000</b> . Abréviation « <b>IFR</b> »	20 000 € HT

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,

- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- le Directeur de l'ENAC ou son délégataire ;
- le Chef du Département Technique de l'ENAC, son représentant ou délégataire ;
- le représentant du Département Technique ou son délégataire.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la fin du marché et ils pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à six mois après la fin du marché.

Pour les devis qui ne sont pas dans l'annexe financière (réparation d'équipement, nouveau matériel en étalonnage/ vérification), le titulaire adressera, préalablement à tous travaux, sa **proposition technique et financière** à l'ENAC/DFPV/T.

## Article 3 - Généralités

### 3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'Engagement par lot ;
- L'annexe financière par lot ;
- L'annexe frais de déplacement (commune à tous les lots) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les normes ou spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet du marché (habilitations) ;
- Les bons de commande liés au présent marché.

### 3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

#### 3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17

mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : ce montant devra être égal, au plus, à 10% du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **3-2-2-Clause sociale**

Sans objet

### **3-3-Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **3-4-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Celui-ci est alors responsable du transport, de la conservation, de l'entretien et l'emploi de tout matériel lui étant confié. Les travaux effectués par le titulaire, sur site ou dans ses ateliers, ainsi que les travaux de gestion sont exécutés sous la responsabilité du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **3-5 Indemnités**

Sans objet.

### **3-6-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

**Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci**, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-7-Autres obligations**

#### **3-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant du code de la Commande Publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241- 1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

#### **3-7-2-Confidentialité et sécurité**

##### a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

##### b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

#### **3-7-3-Obligations diverses**

##### - Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne toutes les prestations objet du

marché et plus particulièrement les délais d'exécution figurant au marché. Les durées d'intervention sont variables selon les actions à mener et sont comptées en jours calendaires (Cf §4-1).

**- Obligation de moyen :**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des Cahiers des Clauses Particulières et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à mettre en place la démarche et les moyens nécessaires pour répondre aux attentes de l'ENAC. Cela se concrétise, entre autre, par :

- l'identification des exigences et attentes de l'ENAC (prestations, certificats, marquages corrects tenant compte de la périodicité client, ...),
- le respect des normes en vigueur,
- l'application des procédures, (traçabilité, traitement des non conformités),
- la gestion des interventions (respect des dates et calendrier),
- la surveillance rigoureuse des délais convenus,
- l'information rapide du client en cas de problème
- l'envoi de personnels compétents pour les interventions sur site.
- le traitement des litiges (endommagements matériels ou emballages techniques, retards...)

**- Obligation de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

**- Obligation d'information :**

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

## **Article 4 - Durée du contrat - Délais d'exécution des prestations**

### **4-1-Durée du contrat - Délais d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 an, à compter du 14/04/2025 ou de la date de notification si postérieure.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction, le délai de préavis est de (1) un mois.

Les durées d'intervention sont comptées en jours calendaires. Le détail en est donné au CCTP §3-3. A titre de synthèse :

- la durée d'immobilisation en cas de maintenance préventive hors site est de 7 jours ou 17



- jours suivant l'engagement pris dans l'annexe financière,
- le délai pour la fourniture d'un devis (réparation /nouvelle prestation) est de 14 jours,
- la durée de remise en état après un endommagement et acceptation du devis est de 21 jours.

Le calendrier prévisionnel des interventions sur site et/ou enlèvement vers atelier du titulaire sera élaboré par le titulaire en concertation avec les Responsables des Unités de Maintenance dans les conditions de l'article 1.2 du CCTP.

## 4-2-Exécution complémentaire

### 4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

### 4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourront être passés ultérieurement.

## 4-3-Pénalités de retard dans la réalisation des travaux

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités ci-dessous s'appliquent dès le premier euro. Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 21.5 du CCAG FCS et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base HT de la prestation demandée sur l'équipement.

R = le nombre de jours calendaires de retard.

**L'absence de document signé d'étalonnage ou de vérification constitue l'équivalent d'une absence de réalisation de la prestation sur un équipement, même si celui-ci a été rendu. En effet, l'appareil ne peut être utilisé sans certificat prouvant son aptitude.**

## 4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

## Article 5 - Prix, commandes et règlement

### 5-1-Contenu des prix

**Les prix du marché sont traités à prix unitaires**, sur la base de l'annexe financière correspondante (y compris annexe frais de déplacement), sauf dans les 2 cas suivants :

- Si le titulaire a annoncé qu'une prestation pouvait se faire « sur site » et qu'il ne peut ensuite tenir son engagement et veut l'exécuter en atelier, **le prix de la prestation est alors réduit à 60%** de celui indiqué « sur site » dans l'annexe financière pour tenir compte du surcoût que l'opération génère à l'ENAC.
- Dans le cas de l'introduction de nouveaux matériels ou pour les réparations qui ne peuvent pas être listés l'annexe financière, un **devis** sera établi au cas par cas par le titulaire.

Dans le cas d'un nouveau devis, une fois accepté, le prix servira de référence pendant toute la durée du marché.

D'une manière générale, l'acceptation de tout devis est subordonnée à l'accord formel de l'ENAC/DFPV/T.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

## 5-2-Variation des prix

Les prix du bordereau de prix sont fermes jusqu'au 31 décembre 2025 et révisables annuellement à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Il appartient au titulaire d'adresser le bordereau de prix à l'adresse [marches-publics@enac.fr](mailto:marches-publics@enac.fr) faisant apparaître les prix révisés après application de la formule de révision ci-après, **à compter du 1er janvier et jusqu'à 3 mois après cette date**. Passé ce délai, le tarif de la période précédente continuera à s'appliquer jusqu'à réception des prix révisés (sans rétroactivité).

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire, justificatifs du calcul à l'appui.

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mars 2025**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante pour tous les lots :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{INDICE}(n)/\text{INDICE}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé pour l'année n;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro. Les

INDICES utilisés sont les suivants :

INDICE(0) = **ICHT-IME** , indice des Industries mécaniques et électriques est la valeur de l'indice correspondant aux conditions économiques du mois zéro.

INDICE(n) = **ICHT-IME** , Indice des Industries mécaniques et électriques est la **dernière valeur connue** de l'indice au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée par la révision.

Ces indices sont publiés sur le site LE MONITEUR : <https://www.lemoniteur.fr/>

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué chaque début d'année par le titulaire qui proposera la valeur retenue à l'ENAC en Janvier et réactualisera l'annexe financière (partie qui concerne son ou ses lots et les frais de déplacement) pour application l'année n.

L'ENAC/FIN vérifiera et entérinera la nouvelle table de prix de l'année n. La première révision sera donc proposée à partir de Janvier 2026.

### **Clause de sauvegarde**

En cas de variation de plus ou moins 5%, les parties pourront d'un commun accord convenir de l'application d'un coefficient de révision différent du résultat de la formule ci-dessus.

En cas de désaccord entre les parties, l'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

## **5-3-Modalités de règlement**

### **5-3-1-Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

### **5-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **5-3-3-Présentation des demandes de paiement**

#### **Facturation électronique (CHORUS):**

Il sera fait application du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture : 193 112 562 00015
- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes
- Le montant H.T sera détaillé poste par poste des prestations exécutées avec leur date et la référence du forfait appliqué (colonne 1 de l'annexe financière en vigueur à la date de la prestation). Le calcul des frais de déplacement sera présenté en référence aux tarifs de l'annexe 2.  
Le montant sera éventuellement diminué des avoirs établis contradictoirement (§6 en cas de destruction ou perte de matériels) ou des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG FCS.
- Pour les éléments traités dans les ateliers du titulaire, une facturation par **bon de livraison** est préférable pour l'ENAC.

**Attention : Il sera tenu compte du coefficient 0.6 affectant les travaux qui devaient être faits sur site et n'ont pu l'être de la faute du titulaire (§5-1).**

Les demandes de paiement seront à libeller à l'adresse suivante :

Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
Département Finances 7  
avenue Edouard Belin CS  
54005

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

#### **5-3-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.
- 

#### **5-3-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

#### **5-3-6-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40,00€.

#### **5-4-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à la fin de chaque campagne sur site, ou après la livraison du matériel enlevé par le titulaire (et recette des prestations en vérifiant la présence de tous les certificats signés associés).

**L'attention du titulaire est apportée sur le fait qu'aucune facture n'est recevable tant que la fourniture est incomplète par rapport aux exigences du CCTP §3.1 et en particulier du point C concernant la fourniture des certificats.**

#### **5-5-Avance**

Selon les dispositions des articles R2191-3 à R2191-18 du Code de la Commande Publique.

#### **5-6-Sûretés**

Sans objet.

#### **5-7-Pénalités diverses - retard d'intervention sur site**

La pénalité pour non-respect du délai de réalisation d'une campagne d'étalonnage sur un site, ou pour l'enlèvement de matériel ponctuel est résumée dans le tableau ci-dessous (jours calendaires) :

	<b>Pénalité</b>
Campagne d'étalonnage du créneau donné au §1-2 du CCTP (non intervention dans le mois spécifié – sauf accord spécifique écrit du Responsable de l'Unité de Maintenance du site concerné)	<b>200€/ jour de retard</b>
Enlèvement ponctuel d'un matériel (non-intervention dans les 30 jours suivant la demande par mail au contact désigné du titulaire)	<b>50€/ jour de retard</b>

## **Article 6 - Conditions détaillées d'exécution des prestations**

### **6-1-Lieu d'exécution**

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

### **6-2-Clauses techniques**

Cf. CCTP

## **Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie**

### **7-1-Opérations de vérifications- décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être reprises par le titulaire sur demande écrite (courrier ou mail) pour corriger la non-conformité (réparation, nouvel étalonnage ou vérification...)

### **7-2-Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

### **7-3-Garantie**

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

## **Article 8 - Dispositions diverses**

### **8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations**

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes :

- pendant la durée du marché, les différents échanges se feront par voie EXCLUSIVEMENT dématérialisée par l'envoi d'un courriel soit par fax, accompagné des pièces jointes nécessaires, à l'adresse mail précisée par le titulaire à l'acte d'engagement ou à une adresse mail qui figurera dans l'offre et identifiée spécifiquement comme l'adresse où envoyer les pièces.

**Le titulaire s'engage, dans les 24 heures suivant l'envoi de ce courriel, à accuser réception par écrit ou retour d'e-mail.** Dans le cas contraire le courriel sera considéré comme reçu par le titulaire à la date de l'accusé de réception électronique, et vaudra notification de la communication.

### **8-2-Autres dispositions**

#### **Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### **8.2.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Description de la nature et de la finalité du traitement :

### **8.2.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### **8.2.2.1 - Sous-traitance ultérieure**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **8.2.2.2- Droit d'information des personnes concernées**

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

#### **8.2.2.3- Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à « **marches-publics@enac.fr** ».

#### **8.2.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : service.achat@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### **8.2.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **8.2.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

#### **8.2.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **8.2.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **8.2.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **8.2.2.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **8.2.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.



## **Article 9 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, l'ENAC pourra résilier le marché de plein droit après une mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet pendant un délai de 30 jours, à compter de sa notification.

## **Article 10 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS par l'article 6.2 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP

---